

Réformes des politiques d'orientation en Wallonie

Bernard Conter

Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique
Wallonia, Namur
Belgium
b.conter@iweps.be

ABSTRACT

In Belgium, Educational and Vocational Guidance is the exclusive responsibility of Communities and Regions. It is organized, in Wallonia, like in many countries (Borras, 2008), by a plurality of actors within the field of education (Center psycho-medical social - PMS) or employment policies (FOREM, Carrefour Emploi-Formation, missions locales, etc.) (Demeuse, Lafontaine, 2005).

For about ten years, Guidance is addressed criticisms but also new challenges (Borras, Romani, 2010). Among these, the spread of the field of training and the public-segmentation, the low visibility of the training offer, a quality of information sometimes failing due to the rapid evolution of jobs and technologies, the importance of school leave, the high level of unemployment, especially among young people, the transformation of careers and the need to secure career path, etc. In short, current guidance structures and practices would no longer be effective and adapted to contemporary issues.

International organizations such as OECD and the European Commission wrote a critique but also a new public policy framework (Muller, 2000) of training at the turn of the 2000s. The OECD (2004), based on an analysis of the orientation systems in different Western countries, highlights several common features: practices essentially limited to two stages of life (the end of secondary education and job interruptions), psychology and based on individual interviews, weak articulation to the needs of the labor market, limited opportunities for productivity gains.

The OECD also emphasizes that employment policies today pursue a broader goal of securing career paths (an approach promoted by the European Commission under the name of flexicurity). This implies a more frequent use of career guidance and a mass increase of users of these services. To do this, both the methods and the guidance structures must, according to these two international organizations, be transformed. The digitization of the service must allow access to as many people as possible and the continuous adaptation of the content must make it possible to better orient individuals towards the professions offering more professional opportunities. Finally, individual learning of career management needs to be integrated into school curricula. The European Union has endorsed these diagnostics and recommendations and encourages Member States to better integrate guidance into lifelong learning strategies (Council of the EU, 2008). In Wallonia, a recent reform aims to create a "unique multi-stakeholder system for lifelong guidance". The main task is to coordinate the activities of the various operators and develop "business cities" concentrating resources and cutting-edge tools in terms of information, job discovery and guidance.

The purpose of the communication will be twofold. On the basis of a large empirical material composed of a documentary study on the one hand (notes to the Walloon Government and technical notes of the administration) and interviews (with decision makers, social interlocutors, administrative officials) on the other hand, the analysis will seek to identify factors of European influence on regional transformations. Beyond the classical (vertical)

grid of the Europeanisation of policies, the notion of public policy transfer (horizontal) will also be mobilized (Hassenteufel, 2008, Kubler, De Maillard, 2009). In a second step, the effects of the reforms will be questioned. It will be, in addition to the practices, to identify the transformations of professional practices and identities (Demazière, Gadéa, 2009) of the actors of the orientation.

KEYWORDS

Career guidance, public policy, Europeanization, employment policy

RÉSUMÉ

L'orientation scolaire et professionnelle relève, en Belgique, de la compétence exclusive des communautés et des régions. Elle est organisée, en Wallonie, à l'instar de nombreux pays, par une pluralité d'acteurs relevant tantôt du champ de l'éducation (Centre psycho-médicaux sociaux – PMS), tantôt de celui de la politique de l'emploi (FOREM, Carrefour Emploi-Formation, Missions locales, etc.).

Depuis environ une dizaine d'années, l'orientation se voit adresser des critiques mais aussi des défis nouveaux. Parmi ceux-ci on relèvera l'éclatement du champ de la formation et la segmentation des publics, la faible visibilité de l'offre de formation, une qualité d'information parfois défaillante en raison de l'évolution rapide des métiers et des technologies, l'importance du décrochage scolaire, le niveau élevé du chômage, notamment des jeunes, la transformation des carrières et le besoin de sécuriser les trajectoires, etc. En bref, les structures et pratiques actuelles d'orientation ne seraient plus efficaces et adaptées aux enjeux contemporains.

Des organisations internationales telles que l'OCDE et la Commission européennes ont véhiculé une critique mais surtout un nouveau référentiel de politique public de formation au tournant des années 2000. Ainsi, l'OCDE, se basant sur une analyse des systèmes d'orientation dans différents pays occidentaux met en évidence plusieurs traits communs à ceux-ci : pratiques essentiellement limitées à deux temps de la vie (le tournant de l'enseignement secondaire ou supérieur et les ruptures d'emploi), méthodes issues de la psychologie et reposant sur des entretiens individuels, faible articulation aux besoins du marché du travail, faibles possibilités de gains de productivité.

L'OCDE souligne par ailleurs que les politiques de l'emploi poursuivent aujourd'hui un objectif plus large de sécurisation des parcours professionnels (approche promue par la Commission européenne sous le nom de flexicurité). Ceci implique un usage plus fréquent des dispositifs d'orientation en cours de carrière et une massification des usagers de ces services. Pour ce faire, tant les méthodes que les structures d'orientation doivent, selon ces deux organisations internationales, être transformées. La numérisation du service doit permettre un accès au plus grand nombre et l'adaptation continue des contenus doit permettre de mieux orienter les individus vers les métiers offrant davantage de perspectives professionnelles. Enfin, l'apprentissage individuel de la gestion de carrière doit être intégré dans les programmes scolaires.

L'Union européenne a repris à son compte ces éléments de diagnostics et ces recommandations et encourage les Etats-membres à mieux intégrer l'orientation dans les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie.

En Wallonie, une réforme récente vise à créer un « dispositif multipartenarial unique d'orientation tout au long de la vie ». Il s'agit pour l'essentiel de coordonner les activités des différents opérateurs et de développer des « cités des métiers » concentrant ressources et outils de pointe en matière d'information, de découverte des métiers et d'orientation.

L'objectif de la communication sera double. Sur la base d'un large matériau empirique composé d'une étude documentaire d'une part (notes au Gouvernement wallon et notes

techniques de l'administration) et d'entretiens (auprès de décideurs, d'interlocuteurs sociaux, de responsables administratifs) d'autre part, l'analyse veillera à identifier les facteurs d'influence européen sur les transformations régionales. Au delà de la grille classique (verticale) de l'eupéanisation des politiques, la notion de transfert de politique publique (horizontal) sera également mobilisée.

Dans un second temps, les effets des réformes seront questionnés. Il s'agira, outre les pratiques, d'identifier les transformations des pratiques et identités professionnelles des acteurs de l'orientation.

MOTS-CLÉS

Orientation scolaire et professionnelle, politique publique, eupéanisation, politique de l'emploi

REFERENCES

Berthet T., Simon Véronique, 2013, « La réforme de l'orientation scolaire. De la crise des banlieues à la loi de 2009 : quelles dynamiques de changement ? », *Agora* n°64, pp. 31-44.

Borras Isabelle (coord), 2008, *Le pilotage de l'orientation tout au long de la vie. Le sens des réformes*, *Notes Emploi Formation* n°29, Cereq, marseille, mimeo.

Borras Isabelle, Romani Claudine, 2010, « Orientation et politiques publiques. Evolutions nationales, Enjeux internationaux », *Formation Emploi* n°109, p. 2-22.

Conseil de l'Union européenne, 2008, *Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil du 21 novembre 2008* – « Mieux inclure l'orientation tout au long de la vie dans les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie », J.O. 13.12.2008 (2008 C 319/02).

Demeuse Marc, Lafontaine Dominique, 2005, « L'orientation scolaire en Communauté française de Belgique », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n°38, p. 35-51.